ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 26 ΙΟΥΛΙΟΥ 1973	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 157

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 16. Περὶ κυρώσεως Ἐμπορικῆς Συμφωνίας καὶ Προσθέτου Πρωτακόλλου μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραήλ. 1

Ν.Δ. 17. Περὶ κυρώσεως τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἀφορώσης εἰς τὴν σύστασιν Μικτῆς Ἑλληνο - ρουμανικῆς Κυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς Συνεργασίας. 2

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Μαρτίου 1973 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς Πρώτης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοτουρκικῆς Ἐπιτροπῆς Ὁδικῶν Μεταφορῶν. 3

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 16

Περὶ κυρώσεως Ἐμπορικῆς Συμφωνίας καὶ Προσθέτου Πρωτοκόλλου μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραήλ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ἀπὸ 30 Ἰανουαρίου 1969 ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις Ἐμπορικὴ Συμφωνία μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραήλ, μετὰ τοῦ προσηρτημένου αὐτῇ προσθέτου πρωτοκόλλου, ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν :

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης Συμφωνίας ἄρχεται συμφώνως τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 9 διαλαμβανομένων.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουνίου 1973

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΤΑΛΑΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΥΛΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΛΑΔΑΣ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Ἰουνίου 1973

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ

ACCORD

Commercial entre le Royaume de Grèce et l'Etat d'Israël.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de l'Etat d'Israël animés du désir de développer leurs échanges commerciaux réciproques sur la base des avantages mutuels sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Les deux Gouvernements s'engagent, dans le cadre des règlements en vigueur dans chacun des deux pays, de faciliter dans la mesure la plus grande possible les importations et les exportations des marchandises offertes de part et d'autre.

Les deux Parties Contractantes s'accorderont un traitement aussi favorable que possible dans le cas où des licences spécifiques d'importation ou d'exportation seraient nécessaires.

Il est entendu que les marchandises importées dans chacun des deux pays seront destinées à la consommation intérieure de ce pays.

Exceptionnellement et après approbation de l'autre Partie Contractante ces marchandises pourront, le cas échéant, être réexportées aux pays tiers.

Article 2

Dans le but d'obtenir une augmentation équilibrée aux échanges entre les deux pays, les autorités de chaque Partie Contractante s'engagent à adopter les mesures nécessaires afin que l'importation de produits en provenance de l'autre Partie Contractante atteigne la maximum possible.

Article 3

Les deux Gouvernements feront tous leurs efforts dans le cadre de leur réglementation en vigueur pour que les prix des produits livrés en vertu du présent accord soient établis sur la base des prix mondiaux, c'est à dire des prix pratiqués pour les mêmes produits sur les principaux marchés.

Article 4

Les Parties Contractantes s'appliqueront réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les taxes douanières, les taxes et les impôts, ainsi que dans la manière de percevoir ces taxes douanières et les différentes formalités relatives à l'importation, l'exportation et au dédouanement des marchandises originaires de l'une des Parties Contractantes.

Chacune des deux Parties Contractantes n'appliquera pas aux échanges des marchandises en transit de l'autre Partie un traitement plus onéreux que celui réservé au transit des marchandises d'un pays tiers.

Le traitement ci-haut mentionné ne comprendra pas :

a) Les privilèges que l'une des Parties Contractantes a reconnu ou reconnaîtra aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier.

b) Des avantages découlant d'une union douanière ou d'une zone de libre échange qui existe déjà ou qui sera signée ultérieurement par l'une des Parties Contractantes.

Article 5

Aux termes du présent accord comme marchandises originaires de la Grèce seront considerées celles produites ou fabriquées en Grèce et comme marchandises originaires d'Israël celles produites ou fabriquées en Israël.

Les Parties Contractantes faciliteront dans le cadre de leur réglementation en vigueur l'échange des marchandises fabriquées partiellement des produits en provenance des pays tiers et ayant subi une transformation essentielle dans leur territoire.

Chacune des Parties Contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des marchandises importées, la présentation de certificat dûment issus constatant que la marchandise importée est de production ou de fabrication nationale ou qu'elle doit être considérée comme telle étant donnée la transformation qu'elle a subie dans le pays d'où elle provient.

Les deux Parties Contractantes examineront dans le cadre de leur réglementation en vigueur la possibilité de leur coopération pour la réalisation en commun des exportations vers d'autres pays.

Article 6

Les articles importés dans chacun des deux pays et destinés à être exposés aux Foires ainsi que les échantillons et l'équipement utilisé pour l'assemblage et l'installation des machines seront dans chacun des deux pays admis temporairement en franchise des droits et impôts en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non réexportation dans le délai prévu.

Article 7

Le règlement des paiements afferant aux échanges commerciaux et aux services réciproques s'effectuera en dollars USA ou en toute autre monnaie convertible. Chacune des deux Parties s'engage à autoriser le transfert des dites monnaies de son pays à celui de l'autre Partie Contractante.

Article 8

Les deux Gouvernements constitueront une Commission Mixte composée de réprésentants des deux Parties. Cette Commission aura pour tâche de surveiller la bonne application du présent accord et de soumettre aux deux Gouvernements toute proposition tendant à améliorer les relations commerciales entre les deux pays. Elle aura aussi mandat de fixer des contingents pour des marchandises à être échangées dans le cas où ce serait nécessaire.

La Commission Mixte se réunira une fois par an, ou chaque fois que le besoin se présente, alternativement en Grèce et en Israël.

Article 9

Le présent Accord entre en vigueur dès sa signature —à l'exception des dispositions de l'article 7 qui seront appliquées à partir du 1er juillet 1969—et il expirera le 30 juin 1971. Après cette date il sera prorogé par tacite reconduction pour de périodes annuelles, s'il n'est pas dénoncé avec préavis de trois mois avant la date de son expiration.

Les dispositions du présent Accord continueront d'être appliquées aux transactions qui ne seront pas définitivement réalisées jusqu'au jour de son expiration.

FAIT à Athènes le 30 janvier 1969 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce Athanase Pallantios	Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël Ephraim Haran

PROTOCOLE ADDITIONNEL

à l'Accord Commercial entre le Royaume de Grèce et l'Etat d'Israël du 30 janvier 1969.

La Délégation Hellénique et la Délégation d'Israël ayant en vue l'Accord Commercial entre le Royaume de Grèce et l'Etat d'Israël signé en date de ce jour sont convenues des dispositions suivantes :

L'Accord de Paiements conclu entre la Banque de Grèce et la Banque d'Israël en 1956 (échange des lettres du 16 juin et du 20 juillet 1956) est prorogé jusqu'au 30 juin 1969.

Le solde qui présenterait le compte prévu par l'Accord en question le 30 juin 1969 sera utilisé en règlement des services rendus ainsi que de la valeur de marchandises exportées de la part du pays débiteur. Au cas où le compte en question continuerait à presenter un solde après une période de 3 (trois) mois à partir de la date précitée, ce solde devra être réglé en devises libres durant une période additionnelle de 3 (trois) mois.

FAIT à Athènes, le 30 janvier 1969 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce Athanase Pallantios	Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël Ephraïm Haran

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Ἐμπορικὴ μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραήλ.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ ἐπιθυμοῦσαι ὅπως ἀναπτύξουν ἀμοιβαίως τὰς ἐμπορικάς των συναλλαγὰς ἐπὶ τῇ βάσει κοινῶν προνομίων συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις ἀναλαμβάνουν, ἐντὸς τοῦ ἰσχύοντος εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν πλαισίου κανονισμῶν, ὅπως διευκολύνουν κατὰ τὸ μέγιστον δυνατὸν τὰς εἰσαγωγὰς καὶ ἐξαγωγὰς τῶν ἐκ τῆς μιᾶς καὶ ἐκ τῆς ἑτέρας πλευρᾶς προσφερομένων ἐμπορευμάτων.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη θὰ παραχωρήσουν ἀμοιβαίως τὴν πλέον δυνατὴν εὐνοϊκὴν μεταχείρισιν εἰς ἣν περίπτωσιν εἰδικαὶ ἄδειαι εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς θὰ ἦσαν ἀναγκαῖαι.

Εἶναι εὐνόητον ὅτι τὰ εἰσαγόμενα εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν ἐμπορεύματα θὰ προορίζωνται διὰ τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν τῆς χώρας ταύτης.

Κατ' ἐξαίρεσιν καὶ κατόπιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους τὰ ἐμπορεύματα ταῦτα θὰ δύνανται ἐν ἐναντίᾳ περιπτώσει, νὰ ἐπανεξάγωνται εἰς τρίτας χώρας.

Ἄρθρον 2.

Ἐπὶ σκοπῷ ἐπιτεύξεως μιᾶς ἐξισορροπημένης αὐξήσεως εἰς τὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἀνταλλαγὰς αἱ ἀρχαὶ ἑκάστου συμβαλλομένου Μέρους ἀναλαμβάνουν ὅπως υἱοθετήσουν μέτρα, οὕτως ὥστε ἡ εἰσαγωγὴ προϊόντων προερχομένων ἐκ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους νὰ ἐξικνεῖται εἰς τὸ ἀνώτατον δυνατόν.

Ἄρθρον 3.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ καταβάλλουν πᾶσαν προσπάθειαν ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἰσχυόντων κανονισμῶν των ἵνα αἱ τιμαὶ τῶν παραδιδομένων προϊόντων, εἰς ἐκτέλεσιν παρούσης συμφωνίας, καθορίζωνται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν παγκοσμίων τιμῶν, δηλαδὴ ἐπὶ τῶν ἰσχυουσῶν τιμῶν διὰ τὰ αὐτὰ προϊόντα εἰς τὰς κυριωτέρας ἀγοράς.

Ἄρθρον 4.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐφαρμόζουν ἀμοιβαίως τὴν μεταχείρισιν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου ἔθνους ἀναφορικῶς πρὸς τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, τὰ τέλη καὶ τοὺς φόρους ὡς καὶ πρὸς τὸν τρόπον εἰσπράξεως αὐτῶν τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ τὰς διαφόρους διατυπώσεις σχετικὰς πρὸς τὴν εἰσαγωγήν, ἐξαγωγὴν καὶ τὸν ἐκτελωνισμὸν ἐμπορευμάτων προερχομένων ἐκ τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἕκαστον τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν δὲν θὰ ἐφαρμόζῃ ἐπὶ τῶν ἀνταλλαγῶν τῶν ἐμπορευμάτων ὑπὸ διαμετακόμισιν τοῦ ἑτέρου Μέρους ἐπαχθεστέραν μεταχείρισιν ἐκείνης, ἡ ὁποία ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων τρίτης χώρας.

Ἡ ἀνωτέρω μνημονευομένη μεταχείρισις δὲν θὰ περιλαμβάνῃ :

α) Τὰ προνόμια, τὰ ὁποῖα τὸ ἓν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀνεγνώρισε ἢ μέλλει νὰ ἀναγνωρίσῃ εἰς ὁμόρους χώρας ἐπὶ τῷ σκοπῷ διευκολύνσεως τῆς μεθοριακῆς κινήσεως.

β) Τὰ ἀπορρέοντα πλεονεκτήματα ἐκ μιᾶς τελωνειακῆς ἑνώσεως ἢ ζώνης ἐλευθέρων συναλλαγῶν ὑφισταμένης ἤδη ἢ ἡ ὁποία μέλλει νὰ ὑπογραφῇ μεταγενεστέρως ὑφ' ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 5.

Συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης συμφωνίας θὰ θεωροῦνται ὡς προϊόντα ἑλληνικῆς προελεύσεως τὰ παραγόμενα ἢ κατασκευαζόμενα εἰς τὴν Ἑλλάδα καὶ ὡς προϊόντα ἰσραηλινῆς προελεύσεως τὰ παραγόμενα ἢ κατασκευαζόμενα εἰς τὸ Ἰσραήλ.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διευκολύνουν ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἰσχυόντων κανονισμῶν των τὴν ἀνταλλαγὴν ἐμπορευμάτων κατασκευαζομένων μερικῶς ἐκ προϊόντων προερχομένων ἐκ τρίτων χωρῶν καὶ ἐχόντων ὑποστῇ οὐσιαστικὴν μεταλλαγὴν εἰς τὸ ἔδαφός των.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ διὰ νὰ καθορίσῃ τὴν προέλευσιν τῶν εἰσαγομένων ἐμπορευμάτων, τὴν παρουσίασιν πιστοποιητικῶν, ἐγκύρως ἐκδιδομένων, πιστοποιούντων ὅτι τὸ εἰσαγόμενον ἐμπόρευμα εἶναι ἐθνικῆς παραγωγῆς ἢ κατασκευῆς ἢ ὅτι δέον ὅπως θεωρηθῇ ὡς τοιοῦτον, δεδομένης τῆς μεταλλαγῆς τὴν ὁποίαν ἔχει ὑποστῇ εἰς τὴν χώραν ἐκ τῆς ὁποίας προέρχεται.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐξετάσουν ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἰσχυόντων κανονισμῶν των τὴν δυνατότητα τῆς συνεργασίας των διὰ τὴν πραγματοποίησιν ἀπὸ κοινοῦ ἐξαγωγῶν πρὸς ἑτέρας χώρας.

Ἄρθρον 6.

Τὰ εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν εἰσαγόμενα εἴδη τὰ ὁποῖα προορίζονται διὰ νὰ ἐκτεθοῦν εἰς Ἐκθέσεις ὡς καὶ τὰ δείγματα καὶ ὁ χρησιμοποιούμενος ἐξοπλισμὸς διὰ τὴν συναρμολόγησιν καὶ χρῆσιν μηχανημάτων θὰ εἰσάγωνται προσωρινῶς εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν ἐλεύθερα τελωνειακῶν δασμῶν καὶ φόρων συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμοὺς καὶ τὰς τελωνειακὰς διατυπώσεις καθορισθέντων διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἐπανεξαγωγῆς των ἢ τὴν πληρωμὴν τῶν τελωνειακῶν δασμῶν εἰς περίπτωσιν μὴ ἐπανεξαγωγῆς των ἐντὸς τῆς καθορισθείσης προθεσμίας.

Ἄρθρον 7.

Ὁ διακανονισμὸς τῶν πληρωμῶν σχετικῶν πρὸς τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς καὶ τὰς ἀμοιβαίας ὑπηρεσίας θὰ πραγματοποιῆται εἰς δολλάρια Η.Π.Α. ἢ εἰς οἱονδήποτε ἕτερον μετατρέψιμον νόμισμα. Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιτρέψῃ τὴν μεταφορὰν τῶν ἐν λόγῳ νομισμάτων ἐκ τῆς χώρας του εἰς ἐκείνην τὴν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 8.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ καθιδρύσουν μίαν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ἀποτελουμένην ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν δύο Μερῶν. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ ἔχῃ ὡς σκοπὸν νὰ ἐπιβλέπῃ τὴν καλὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ νὰ ὑποβάλῃ εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις πᾶσαν πρότασιν τείνουσαν εἰς τὴν βελτίωσιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν. Θὰ εἶναι ἐπίσης ἐξουσιοδοτημένη νὰ καθορίζῃ τὰς ποσοστώσεις διὰ τὰ ἀνταλλακτέα ἐμπορεύματα εἰς ἣν περίπτωσιν τοῦτο θὰ ἦτο ἀναγκαῖον.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται ἅπαξ κατ' ἔτος ἢ ἑκάστην φορὰν καθ' ἣν θὰ εἶναι ἀναγκαῖον, ἐναλλὰξ εἰς τὴν Ἑλλάδα καὶ τὸ Ἰσραήλ.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ἄρχεται ἰσχύουσα ἅμα τῇ ὑπογραφῇ της ἐξαιρέσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 7 ἀρχομένων ἀπὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1969 καὶ θὰ λήξῃ τὴν 30ην Ἰουνίου 1971. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θὰ παρατα-θῇ διὰ σιωπηρᾶς συμφωνίας δι' ἐτησίας περιόδους, ἐκτὸς ἂν καταγγελθῇ ὑπὸ προθεσμίαν τριῶν μηνῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεώς της.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμφωνίας θὰ ἐξακολουθήσουν ἐφαρμοζόμεναι ἐπὶ τῶν συναλλαγῶν αἱ ὁποῖαι δὲν θὰ ἔχουν ὁριστικῶς πραγματοποιηθῇ ἕως τῆς ἡμερομηνίας λήξεώς της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 30ην Ἰανουαρίου 1969 εἰς διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικήν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΠΑΛΑΝΤΙΟΣ	EPHRAIM HARAN.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ τῆς 30ης Ἰανουαρίου 1969

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία καὶ ἡ Ἀντιπροσωπεία

τοῦ 'Ισραὴλ ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν τὴν ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος καὶ τοῦ Κράτους τοῦ 'Ισραὴλ ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων :

'Η μεταξὺ τῆς Τραπέζης τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Τραπέζης τοῦ 'Ισραὴλ συναφθεῖσα τὸ 1956 Συμφωνία Πληρωμῶν (ἀνταλλαγὴ ἐπιστολῶν τῆς 16ης 'Ιουνίου καὶ 20ῆς 'Ιουλίου 1956) παρατείνεται μέχρι τὴν 30 'Ιουνίου 1969.

Τὸ ὑπόλοιπον, τὸ ὁποῖον θὰ παρουσίαζε τὴν 30 'Ιουνίου 1969 ὁ προβλεπόμενος ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Συμφωνίας λογαριασμός, θὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ τὸν διακανονισμὸν παρασχεθεισῶν ὑπηρεσιῶν ὡς καὶ διὰ τὴν ἀξίαν τῶν ἐξαχθέντων ἐμπορευμάτων ἐκ μέρους τῆς ὀφειλέτιδος χώρας. Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ ἐν λόγῳ λογαριασμὸς θὰ ἐξακολουθῇ νὰ παρουσιάζῃ ὑπόλοιπον μετὰ περίοδον τριῶν (3) μηνῶν ἀπὸ τῆς ὡς ἄνω ἡμερομηνίας, τὸ ὑπόλοιπον τοῦτο θὰ ἔδει νὰ διακανονισθῇ εἰς ἐλεύθερον συνάλλαγμα ἐντὸς προσθέτου περιόδου τριῶν (3) μηνῶν.

'Εγένετο ἐν 'Αθήναις τὴν 30 'Ιανουαρίου 1969 εἰς διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικήν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Κράτους τοῦ 'Ισραὴλ
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΠΑΛΛΑΝΤΙΟΣ	EPHRAIM HARAN

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 17

Περὶ κυρώσεως τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἀφορώσης εἰς τὴν σύστασιν Μικτῆς 'Ελληνο-ρουμανικῆς Κυβερνητικῆς 'Επιτροπῆς Συνεργασίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ 'Ημετέρου 'Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀποφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

"Αρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Βουκουρεστίῳ τὴν 30ὴν 'Ιουνίου 1971 μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς 'Ελλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας Συμφωνία ἀφορῶσα εἰς τὴν σύστασιν Μικτῆς 'Ελληνο-ρουμανικῆς Κυβερνητικῆς 'Επιτροπῆς Συνεργασίας, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἕπεται ἐν προτωτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

"Αρθρον 2.

'Η ἰσχὺς τοῦ παρόντος Νομοθετικοῦ Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς πληρώσεως τῶν προϋποθέσεων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον (8) τῆς κυρουμένης Συμφωνίας.

'Εν 'Αθήναις τῇ 18 'Ιουνίου 1973

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΤΑΛΑΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΥΛΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΛΑΔΑΣ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ.

'Εθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

'Εν 'Αθήναις τῇ 20 'Ιουνίου 1973

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ

ACCORD

entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie portant sur la consitution d'une Commission mixte gouvernementale gréco-roumaine de coopération.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie,

Prenant en considération le communiqué commun gréco-roumain, publié le 14 juin 1971, à l'occasion de la visite en Grèce du Ministre roumain des Affaires Etrangères.

Animés du désir de voir continuer à se développer, sur des bases mutuellement avantageuses, les échanges commerciaux et la coopération économique, technique, scientifique, culturelle et touristique.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les deux Parties constituent une Commission gouvernementale mixte de coopération, appelée ci-après la Commission.

La Délégation de chaque Partie à la Commission est dirigée par un président, ayant rang de ministre, nommé par le Gouvernement du pays respectif.

Les présidents et les membres de deux Délégations peuvent avoir leurs suppléants. En outre, chaque délégation peut être accompagnée du nombre nécessaire d'experts et de conseillers, qui prennent part aux travaux de la Commission.

Article 2

Les attributions de la Commission sont, notamment, les suivantes :

a) veiller en permanence à l'accomplissement des différents accords et conventions en vigueur entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie, dans les domaines des échanges commerciaux, ainsi que de la coopération économique, technique, scientifique, culturelle et touristique;

b) explorer toutes posibilités nouvelles susceptibles de contribuer au développement des échanges commerciaux et de la coopération ;

c) favoriser et soutenir le renforcement des relations entre les organismes et les entreprises, les savants, les chercheurs et les spécialistes des deux pays ;

d) favoriser l'organisation de l'échange de renseignements et de documentation, ainsi que de consultations bilatérales sur les questions d'ordre économique, technique, scientifique, culturel et touristique d'intérêt mutuel ;

e) formuler toutes recommandations utiles dans les domaines de sa compétence et veiller, une fois celles-ci adoptées, à ce qu'elles soient observées.

Article 3

La Commission se réunira, en session ordinaire, au moins une fois par an, alternativement à Athènes et à Bucarest et en session extraordinaire, s'il y a lieu, à la demande de l'une des Parties.

Le président de la Délégation du pays hôte sera le président de la session.

Dans les intervalles entre les sessions, les présidents des Délégations ou les personnes désignées à cet effet maintiennent les rapports nécessaires entre eux.

Article 4

La date et l'ordre du jour des sessions de la Commission seront établis d'un commun accord, suivant les propositions avancées par les présidents des deux Délégations, un mois, au moins, avant la session.

Article 5

Les conclusions, propositions et recommandations formulées par la Commission seront consignées dans un Protocole, qui sera soumis après chaque session à l'approbation des Autorités compétentes des deux pays.

Article 6

La Commission a la possibilité de constituer, si elle l'estime nécessaire, des sous-commissions ou groupes de travail mixtes, en vue d'élaborer des recommandations et des propositions visant au développement de la coopération dans les différents domaines d'activité qui intéressent les deux Parties.

Aux travaux des sous-commissions ou groupes de travail mixtes peuvent prendre part des conseillers, des experts et d'autres spécialistes des entreprises, des organisations économiques et des institutions intéressées des deux pays.

Article 7

La Commission fera ses recommandations aux commissions mixtes helléno-roumaines, prévues par les accords et conventions en vigueur ceux qui seront conclus entre les deux pays, dans les domaines des échanges commerciaux et de la coopération économique, technique, scientifique, culturelle et touristique.

Les commissions mixtes précitées, qui auront leur propre activité en informeront la Commission lors de sa session.

Article 8

Les deux Parties notifieront réciproquement l'accomplissement des procédures légales nécessaires à l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entrera en vigueur à la date de la dernière notification.

Article 9

Le présent Accord restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties, avec un préavis de six mois.

Fait à Bucarest, le 30 juin 1971, en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement Du Royaume de Grèce	Pour le Gouvernement De la République Socialiste De Roumanie
S. ZAPAS	CORNEL BURTICA

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἀφορῶσα εἰς τὴν σύστασιν μικτῆς Ἑλληνορουμανικῆς Κυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς Συνεργασίας.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας,

Λαβοῦσαι ὑπ' ὄψιν τὸ κοινὸν ἑλληνο-ρουμανικὸν ἀνακοινωθέν, δημοσιευθὲν τὴν 14ην Ἰουνίου 1971, ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τῆς ἐπισκέψεως ἐν Ἑλλάδι τοῦ Ὑπουργοῦ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ρουμανίας.

Ἐπιθυμοῦσαι τὴν συνέχισιν τῆς ἀναπτύξεως, ἐπὶ ἀμοιβαίως ἐπωφελῶν βάσεων, τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, καὶ τῆς οἰκονομικῆς, τεχνικῆς, ἐπιστημονικῆς, μορφωτικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Τὰ δύο Μέρη συνιστοῦν μικτὴν κυβερνητικὴν Ἐπιτροπὴν συνεργασίας, ἐφεξῆς καλουμένην «ἡ Ἐπιτροπή».

Ἡ ἀντιπροσωπεία ἑκάστου Μέρους ἐν τῇ Ἐπιτροπῇ διευθύνεται ὑπὸ προέδρου, ἔχοντος βαθμὸν ὑπουργοῦ, διοριζομένου ὑπὸ τοῦ ἀντιστοίχου κράτους.

Οἱ πρόεδροι καὶ τὰ μέλη τῶν δύο Ἀντιπροσωπειῶν δύνανται νὰ ἔχουν τοὺς ἀναπληρωτάς των. Ἐξ ἄλλου, ἑκάστη ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ συνοδεύηται ὑπὸ τοῦ ἀναγκαίου ἀριθμοῦ εἰδικῶν καὶ συμβούλων, οἵτινες μετέχουν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 2.

Αἱ δικαιοδοσίαι τῆς ἐπιτροπῆς εἶναι, κυρίως, αἱ ἀκόλουθοι :

α) Ἡ μόνιμος ἐποπτεία τῆς ἐκπληρώσεως τῶν διαφόρων ἐν ἰσχύι συμφωνιῶν καὶ συμβάσεων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, εἰς τοὺς τομεῖς τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, ὡς καὶ τῆς οἰκονομικῆς, τεχνικῆς, ἐπιστημονικῆς, μορφωτικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας.

β) Ἡ διερεύνησις ἁπασῶν τῶν νέων δυνατοτήτων τῶν δυναμένων νὰ συμβάλουν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τῆς συνεργασίας.

γ) Ἡ ὑποβοήθησις καὶ ὑποστήριξις τῆς ἐνισχύσεως τῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν ὀργανισμῶν καὶ τῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημόνων, ἐρευνητῶν καὶ εἰδικῶν τῶν δύο Χωρῶν.

δ) Ἡ ὑποβοήθησις τῆς ὀργανώσεως ἀνταλλαγῆς πληροφοριῶν καὶ στοιχείων, ὡς καὶ διμερῶν διασκέψεων ἐπὶ θεμάτων οἰκονομικῆς, τεχνικῆς, ἐπιστημονικῆς, μορφωτικῆς καὶ τουριστικῆς φύσεως, κοινοῦ ἐνδιαφέροντος.

ε) Ἡ διατύπωσις πάσης φύσεως χρησίμων συστάσεων εἰς τοὺς τομεῖς τῆς ἁρμοδιότητός της, καὶ ἡ ἐποπτεία, μετὰ τὴν υἱοθέτησιν αὐτῶν, τῆς τηρήσεώς των.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται, εἰς τακτικὴν σύνοδον, ἅπαξ τοὐλάχιστον τοῦ ἔτους, ἐκ περιτροπῆς ἐν Ἀθήναις καὶ ἐν Βουκουρεστίῳ καὶ εἰς ἔκτακτον σύνοδον, ἐὰν ὑφίσταται λόγος, τῇ αἰτήσει ἑνὸς τῶν Μερῶν.

Ὁ πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς φιλοξενούσης χώρας θὰ εἶναι ὁ πρόεδρος τῆς συνόδου.

Κατὰ τὰ μεταξὺ τῶν συνόδων διαστήματα, οἱ πρόεδροι τῶν δύο Ἀντιπροσωπειῶν, ἢ τὰ πρὸς τοῦτο διορισθέντα πρόσωπα, διατηροῦν τὰς μεταξὺ αὐτῶν ἀναγκαίας σχέσεις.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἡμερομηνία καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις τῶν συνόδων τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ ὁρίζωνται διὰ κοινῆς συμφωνίας, συμφώνως πρὸς τὰς ὑπὸ τῶν προέδρων τῶν δύο Ἀντιπροσωπειῶν ὑποβαλλομένας προτάσεις, ἕνα μῆνα, τοὐλάχιστον πρὸ τῆς συνόδου.

Ἄρθρον 5.

Τὰ πορίσματα, προτάσεις καὶ συστάσεις τὰ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς διατυπούμενα, θὰ καταχωροῦνται εἰς Πρωτόκολλον, τοῦτο δὲ θὰ ὑποβάλληται, μεθ' ἑκάστην σύνοδον εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἀρχὰς τῶν δύο Χωρῶν πρὸς ἔγκρισιν.

Ἄρθρον 6.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἔχει τὴν δυνατότητα νὰ συστήσῃ, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον, μικτὰς ὑποεπιτροπὰς ἢ ὁμάδας ἐργασίας, διὰ τὴν ἐκπόνησιν συστάσεων καὶ προτάσεων ἀποσκοπουσῶν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῆς συνεργασίας εἰς τοὺς διαφόρους τομεῖς δραστηριότητος, ἐνδιαφέροντας ἀμφότερα τὰ Μέρη.

Εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ὑποεπιτροπῶν ἢ μικτῶν ὁμάδων ἐργασίας δύνανται νὰ λαμβάνουν μέρος σύμβουλοι ἐμπειρογνώμονες καὶ ἄλλοι εἰδικοὶ τῶν ἐνδιαφερομένων ἐπιχειρήσεων, οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ἱδρυμάτων τῶν δύο Χωρῶν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ προβαίνῃ εἰς συστάσεις της πρὸς τὰς μικτὰς ἑλληνο-ρουμανικὰς ἐπιτροπάς, τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύι συμφωνιῶν καὶ συμβάσεων, ἢ τῶν συναφθησομένων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, εἰς τοὺς τομεῖς τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, καὶ τῆς οἰκονομικῆς, τεχνικῆς ἐπιστημονικῆς, μορφωτικῆς καὶ τουριστικῆς συνεργασίας.

Αἱ προαναφερθεῖσαι μικταὶ ἐπιτροπαί, αἵτινες θὰ ἔχουν ἰδίαν δραστηριότητα, θὰ ἐνημερώνουν περὶ ταύτης τὴν Ἐπιτροπὴν κατὰ τὴν σύνοδον αὐτῆς.

Ἄρθρον 8.

Τὰ δύο μέρη θὰ κοινοποιήσουν ἀμοιβαίως τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ἀναγκαίων νομίμων διαδικασιῶν διὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης συμφωνίας. Αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς τελευταίας κοινοποιήσεως.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα συμφωνία, θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι, μέχρις οὗ καταγγελθῇ ὑπό τινος τῶν μερῶν κατόπιν ἑξαμήνου προειδοποιήσεως.

Ἐγένετο ἐν Βουκουρεστίῳ τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1971, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικήν, τῆς αὐτῆς ἰσχύος.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

Σ. ΖΑΠΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας

CORNEL BURTICA

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Ἀριθ. Φ.0542/Μ2402. (3)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Μαρτίου 1973 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς Πρώτης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοτουρκικῆς Ἐπιτροπῆς Ὁδικῶν μεταφορῶν.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΙ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ, ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 26 παρ. 2 τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Τουρκίας συναφθείσης ἐν Ἀγκύρᾳ τῇ 4ῃ Ἀπριλίου 1970 Συμφωνίας ἐπὶ τῶν Διεθνῶν ὁδικῶν Μεταφορῶν κυρωθείσης παρ' ἡμῖν διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 877/1971 Νομοθετικοῦ Διατάγματος (Φ. Ε.Κ. Α' 117/1971), δι' ὧν προβλέπεται ἡ σύστασις Μικτῆς Ἑλληνο-Τουρκικῆς Ἐπιτροπῆς ὁδικῶν Μεταφορῶν πρὸς τὸν σκοπὸν ρυθμίσεως τῶν μεταφορικῶν δραστηριοτήτων καὶ διακανονισμοῦ τῶν προβλημάτων ἅτινα δυνατὸν νὰ προκύψουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλῳ του τὸ ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Μαρτίου 1973 ὑπογραφὲν Πρακτικὸν τῆς Πρώτης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνο-Τουρκικῆς Ἐπιτροπῆς Ὁδικῶν Μεταφορῶν.

Τὸ κείμενον τοῦ Πρακτικοῦ ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Ἰουνίου 1973

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΑΠΛΗΡ. ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Φ. ΑΝΝΙΝΟΣ-ΚΑΒΑΛΙΕΡΑΤΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΚΟΥΛΗΣ

ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ, ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΟΡΕΣΤΗΣ ΓΙΑΚΑΣ

PROCES - VERBAL

De la 1ère réunion de la Commission mixte helleno - turque pour les transports routiers internationaux.

1. La Commission Mixte prévue par l' article 26 para 2 de l' Accord sur les transports routiers internationaux, signé le 4 avril 1970 entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République du Turquie a tenu sa première session à Athènes du 19 au 24 mars 1973.

2. Les Délégations de deux Pays qui ont participé à la Commission étaient composées comme suit :

Délégation Hellénique

N. Athanassiou, Directeur adjoint aux Relations Economiques Bilatérales auprès du Ministére des Affaires Etrangères (Chef de la Délégation).

N. Menidiatis, Directeur au Ministère de la Marine Marchande, des Transports et des Communications.

D. Mentzelopoulos, Chef de Section au Ministère des Finances.

K. Dritsas, Chef de Section au Ministère des Finances.

K. Sevdalis, Chef de Section au Ministère des Finances.

G. Moschonas, Attaché d' Ambassade près le Ministère des Affaires Etrangères.

N. Psihas, Expert de l' Organisation des Chemins de Fer Helléniques.

Ph. Papageorgiou, Expert de l' Organisation des Chemins de Fer Helléniques.

Délégation Turque

H. özkan, Chef de la Délégation, Directeur du Département des Affaires Economiques Billatérales auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

M. Demirkut, Directeur du Département des Transports Routiers au Ministère des Communications.

K. özgüvenç, Chef de Section au Département des Affaires Economiques Bilatérales du Ministère des Affaires Etrangères.

I. S. Dora, Directeur des Changes au Ministère des Finances.

H. U. Ünal, Chef de la Section des Affaires Douanières à la Direction des Douanes du Ministère des Douanes et des Monopoles.

E. Erdun, Premier Secrétaire auprès de l' Ambassade de la République de Turquie à Athènes.

3. L' objet de la session a été de déterminer les conditions sous lesquelles seront octroyées les autorisations pour le fonctionnement des lignes d' autobus, en vertu du point Ic du Protocole d' Applications annexé à l' Accord sus-mentionné, en vue de l' établissement d' une ligne régulière entre Athènes et Istanbul.

4. Il a été accepté que toute entreprise interessée, afin de bénéficier d' une autorisation pour le fonctionnement d' une ligne régulière doit satisfaire aux conditions fondamentales suivantes :

α. Les autobus utilisés doivent repondre aux normes internationales de la circulation.

b. I. L' itinéraire Istanbul - Athènes suivra la ligne Istanbul - Silivri - Tekirdag - Malkara - Kesan - Ipsala - Alexandroupolis - Sapai - Comotini Xanthi - Kavala - Thessaloniki - Larissa - Motel Levendi - Athènes. Les distances et durées de voyage entre Istanbul - Ipsala (frontière turco - hellénique) et Ipsala - Athènes sont calculées et determinées comme suit :

	Distances	Durée maxima
Istanbul-Ipsala	249 Km.	5 heures
Ipsala-Athènes	919 Km.	17 heures

II. Les durées précitées ne prennent pas en consideration les nuitées et les délais imprévus par suite de force majeure.

III. Les points d' arrêt des autobus afin d' embarquer et débarquer les voyageurs et de pourvoir aux divers besoins de ceux - ci, de l' équipage, ainsi qu' aux besoins de nature technique, sont Tekirdag sur le parcours turc et Alexandroupolis, Sapai, Comotini, Xanthi, Kavala, Thessaloniki, Larissa et Motel Levendi sur le parcours hellénique. Les voyageurs et

l' équipage des autobus peuvent s' arrêter pour la nuit sur le parcours hellénique.

c. Les autobus immatriculés dans le territoire d' une des Parties Contractantes ne peuvent pas transporter des voyageurs entre deux points situés sur le territoire de l' autre Partie Contractante.

d. Les autobus doivent traverser le territoite turc pendant la journée.

e. Chaque Partie Contractante peut exiger que chaque autobus soit muni d'une liste des voyageurs qui doit être présentés à toute réquisition des agents de contrôle.

f. Les horaires seront fixés par les entreprises qui désirent à exploiter la ligne régulière suivant un accord commun et seront soumis à l'approbation des autorités compétentes des deux Parties Contractantes.

g. Les tarifs proposés par les firmes suivant l'article le du Protocole d'Application annexé à l'Accord susmentionné ne seront definitifs qu'après l'approbation des autorités compétentes des deux Parties Contranctantes.

h. Les entreprises qui exploiteront la ligne régulière assument l'obligation d'une assurance des autobus couvrant spécifiquement des ravages aux tiers et aux passagers.

i. I. Les billets de voyage seront imprimés en langue hellénique, turque et française.

II. Le billet pour direction unique sera émis en trois copies, dont l'une sera délivrée au voyageur, la seconde au contrôleur de comptes et la troisième sera gardée par l'agent qui délivre le billet.

III. Le billet aller-retour sera émis en quatre copies dont deux seront délivrées au voyageur.

IV. Les billets seront numérotés de manière à former deux séries differentes et comprendront les colonnes exigées par les règlements y relatifs en vigueur dans les deux pays.

j.Il est nécessaire que l'entreprise de chaque pays prouve qu'elle a été mise en accord de principe avec une entreprise de l'autre pays en ce qui concerne les tarifs, la vente des billets et l'offre d'assistance technique pour le fragment du parcours fait au territoire de l'autre pays.

5. La Commission mixte a décidé que les profits des entreprises qui exploiteront la ligne régulière seront taxés au pays de leur domicile.

6. La Commission mixte a aussi accepté que les permis à octroyer pour le fonctionnement de la ligne régulière peuvent être revoqués par les autorités compétentes par rapport à l'article 24 de l'Accord, ainsi qu'à cause d'une violation sérieuse des dispositions fondamentales et principes du para 4 du présent Procès-Verbal.

7. Les deux Délégations ont été mises d'accord de rapporter à leurs gouvernements l'étude des mesures pour empêcher le passage de la ligne de frontière au point entre Kipi et Ipsala par des voyageurs à pied.

8. Il a été décidé par la Commission mixte que les dispositions de ce Procès Verbal doivent être appliquées de manière à ne pas créer de monopole au profit d'une seule firme de transports turque, donnant ainsi lieu à un traitement discriminatoire envers d'autres firmes susceptibles de participer à l'exploitation de la ligne régulière, dans les limites des fréquences à fixer.

9. La Délégation Hellénique a declaré que le transporteur qui exploitera la ligne régulière à propos sera à présent, du côté hellénique, l'Organisation des Chemins de Fer Helléniques. Elle a en outre formulé l'opinion que à la base du mouvement existant des voyageurs, la fréquence des horaires ne devrait pas excéder les deux voyages par semaine de chaque côté.

10. La Délégation Turque a déclaré, par contre, qu'après avoir étudier la rentabilité et le potentiel de la ligne régulière, l'autorité compétente turque transmettra son opinion au sujet des fréquences à l'autorité compétente hellénique.

11. La Délégation hellénique formulant l'opinion que le fonctionnement efficace des lignes régulières internationales par autobus dépend en grande partie de la collaboration étroite entre les transporteurs des deux Parties, estime que la coopération mentionnée au para 4j ci-haut, doit être établie entre les entreprises turques et l'Organisation des Chemins de Fer Helléniques.

12. Le présent Procès-Verbal entrera en vigueur à la suite de sa ratification, conformément à la législation de chaque Partie Contractante. Il sera valable pour une période de deux années à partir de la date de sa mise en vigueur et sera prorogé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par une des Parties Contractantes, par voie diplomatique et avec un préavis de trois mois avant son écheance.

Fait à Athènes, le 24 mars 1973, en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement hellénique	Pour le Gouvernement turc
N. A. Athanassiou	H. Özkan
Chef de la Délégation Hellénique	Chef de la Délégation Turque

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

τῆς πρώτης συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνο–τουρκικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

1. Ἡ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 26 παραγρ. 2 τῆς Συμφωνίας ἐπὶ τῶν διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν τῆς ὑπογραφείσης τὴν 4ην Ἀπριλίου 1970 μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Τουρκίας, προβλεπομένη Μικτὴ Ἐπιτροπή, συνῆλθεν ἐν πρώτῃ συνόδῳ ἐν Ἀθήναις ἀπὸ 19ης μέχρις 24ης Μαρτίου 1973.

2. Ἡ σύνθεσις τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν δύο Χωρῶν αἱ ὁποῖαι ἔλαβον μέρος εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν εἶχεν ὡς ἀκολούθως :

Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία:

Ν. Ἀθανασίου, Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας Ὑποδιευθυντὴς παρὰ τῇ Διευθύνσει Διμερῶν Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

Ν. Μενιδιάτης, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ναυτιλίας, Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν.

Δ. Μεντζελόπουλος, Τμηματάρχης παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονονικῶν.

Κ. Δρίτσας, Τμηματάρχης παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονομικῶν.

Κ. Σεβδαλῆς, Τμηματάρχης παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονομικῶν.

Γ. Μοσχονᾶς, Ἀκόλουθος Πρεσβείας παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν.

Η. Ψύχας, Ἐμπειρογνώμων τοῦ Ὀργανισμοῦ Σιδηροδρόμων τῆς Ἑλλάδος.

Φ. Παπαγεωργίου, Ἐμπειρογνώμων τοῦ Ὀργανισμοῦ Σιδηροδρόμων τῆς Ἑλλάδος.

Τουρκικὴ Ἀντιπροσωπεία:

H. ÖZKAN, Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας, Προϊστάμενος τῆς Διευθύνσεως Διμερῶν Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν.

M. DEMIRKUT, Προϊστάμενος τῆς Διευθύνσεως Ὁδικῶν μεταφορῶν τοῦ Ὑπουργείου Ἐπικοινωνιῶν.

K. ÖZGÜVENÇ, Τμηματάρχης ἐν τῇ Διευθύνσει Διμερῶν Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν.

I. S. DORA, Προϊστάμενος τῆς Διευθύνσεως Συναλλάγματος παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονομικῶν.

H. ÜNAL, Διευθυντὴς τοῦ Τμήματος Τελωνειακῶν Ὑποθέσεων ἐν τῇ Διευθύνσει Τελωνείων παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Τελωνείων καὶ Μονοπωλίων.

E. ERDUN, Α' Γραμματεὺς παρὰ τῇ ἐν Ἀθήναις Τουρκικῇ Πρεσβείᾳ.

3. Ἀντικείμενον τῆς Συνόδου ὑπῆρξεν ὁ καθορισμὸς τῶν ὅρων βάσει τῶν ὁποίων θὰ χορηγοῦνται ἄδειαι λειτουργίας λεωφορειακῶν γραμμῶν δυνάμει τοῦ σημείου 1γ τοῦ Πρωτοκόλλου ἐφαρμογῆς τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν εἰρημένην Συμφωνίαν, ἐπὶ τῇ προόψει ἱδρύσεως τακτικῆς λεωφορειακῆς γραμμῆς μεταξὺ Ἀθηνῶν καὶ Κωνσταντινουπόλεως.

4. Ἐγένετο ἀποδεκτὸν ὅτι πᾶσα ἐνδιαφερομένη ἐπιχείρησις ἵνα τύχῃ ἀδείας διὰ τὴν λειτουργίαν τακτικῆς γραμμῆς, δέον ὅπως πληροῖ τοὺς ἀκολούθους βασικοὺς ὅρους :

α) Τὰ χρησιμοποιούμενα λεωφορεῖα δέον νὰ ἀνταποκρίνωνται πρὸς τοὺς διεθνεῖς κανόνας (NORMES) κυκλοφορίας.

β) Τὸ δρομολόγιον ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥΠΟΛΙΣ – ΑΘΗΝΑΙ θὰ ἀκολουθήσῃ τὴν γραμμὴν ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥΠΟΛΙΣ – SILIVRI – TEKIRDAG – MALKARA – KESAN – IPSALA – ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΥΠΟΛΙΣ–ΣΑΠΠΑΙ – ΚΟΜΟΤΗΝΗ – ΞΑΝΘΗ – ΚΑΒΑΛΑ – ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ – ΛΑΡΙΣΑ – ΜΟΤΕΛ ΛΕΒΕΝΤΗ – ΑΘΗΝΑΙ.

Ἡ ἀπόστασις καὶ ἡ διάρκεια τοῦ ταξιδίου μεταξὺ Κωνσταντινουπόλεως – IPSALA (ἑλληνο–τουρκικὰ σύνορα) καὶ IPSALA – Ἀθηνῶν, ὑπολογίζεται καὶ καθορίζεται ὡς ἑξῆς :

	Ἀπόστασις	Μεγίστη διάρκεια
Κων/λις–IPSALA	249 χιλμ.	5 ὧραι
IPSALA–ΑΘΗΝΑΙ	919 χιλμ.	17 »

ΙΙ. Εἰς τὰς προαναφερθείσας διαρκείας δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν αἱ διανυκτερεύσεις καὶ αἱ λόγῳ ἀνωτέρας βίας ἀπρόβλεπτοι καθυστερήσεις.

ΙΙΙ. Τὰ σημεῖα σταθμεύσεως τῶν λεωφορείων πρὸς ἐπιβίβασιν καὶ ἀποβίβασιν τῶν ἐπιβατῶν, δι' ἱκανοποίησιν διαφόρων ἀναγκῶν αὐτῶν καὶ τοῦ πληρώματος ὡς καὶ ἀναγκῶν τεχνικῆς φύσεως, εἶναι τὸ TEKIRDAG ἐπὶ τῆς Τουρκικῆς διαδρομῆς καὶ ἡ ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΥΠΟΛΙΣ, ΣΑΠΠΑΙ, ΚΟΜΟΤΗΝΗ, ΞΑΝΘΗ, ΚΑΒΑΛΑ, ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ, ΛΑΡΙΣΑ καὶ ΜΟΤΕΛ ΛΕΒΕΝΤΗ ἐπὶ τῆς ἑλληνικῆς διαδρομῆς. Οἱ ταξιδιῶται καὶ τὸ πλήρωμα τῶν λεωφορείων δύνανται νὰ διανυκτερεύουν ἐπὶ τῆς ἑλληνικῆς διαδρομῆς.

γ) Τὰ λεωφορεῖα τὰ ἀπογεγραμμένα εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν δύνανται νὰ μεταφέρουν ταξιδιῶτας μεταξὺ δύο σημείων εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

δ) Τὰ λεωφορεῖα δέον νὰ διασχίζουν τὸ τουρκικὸν ἔδαφος κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἡμέρας.

ε) Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ὅπως ἕκαστον λεωφορεῖον εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ καταλόγου ταξιδιωτῶν ἐπιδεικνυόμενον ὁσάκις ζητεῖται τοῦτο ὑπὸ ἐλεγκτικῶν ὀργάνων.

ζ) Τὰ ὡράρια θὰ καθορισθοῦν ὑπὸ τῶν ἐπιθυμουσῶν ὅπως ἐκμεταλλευθοῦν τὴν τακτικὴν γραμμὴν ἐπιχειρήσεων, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας καὶ θὰ ὑποβληθοῦν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

η) Τὰ προταθησόμενα ὑπὸ τῶν ἐπιχειρήσεων κατὰ τὸ ἄρθρον 1Ε τοῦ Πρωτοκόλλου Ἐφαρμογῆς τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν ὡς ἄνω εἰρημένην Συμφωνίαν τιμολόγια δὲν θὰ εἶναι ὁριστικὰ εἰ μὴ μετὰ τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

θ) Αἱ ἐπιχειρήσεις αἵτινες θέλουν ἐκμεταλλευθῆ τὴν τακτικὴν γραμμὴν ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ἀσφαλίσεως τῶν λεωφορείων καλυπτούσης εἰδικώτερον ζημίας κατὰ τρίτων καὶ κατὰ τῶν ἐπιβατῶν.

ι) Ι. Τὰ εἰσιτήρια τοῦ ταξιδίου θὰ ἐκδίδωνται εἰς τὴν ἑλληνικὴν τουρκικὴν καὶ γαλλικὴν γλῶσσαν.

ΙΙ. Τὸ εἰσιτήριον ἁπλῆς μεταβάσεως θὰ ἐκδίδεται εἰς τρία ἀντίγραφα ἐξ ὧν τὸ ἓν θὰ παραδίδεται εἰς τὸν ταξιδιώτην, τὸ δεύτερον εἰς τὸν ἐλεγκτὴν καὶ τὸ τρίτον θὰ κρατῆται ὑπὸ τοῦ ἐκδίδοντος τὸ εἰσιτήριον πράκτορος.

ΙΙΙ. Τὸ εἰσιτήριον μετ' ἐπιστροφῆς θὰ ἐκδίδεται εἰς τέσσαρα ἀντίγραφα ἐξ ὧν δύο θὰ παραδίδωνται εἰς τὸν ταξιδιώτην.

ΙΙΙΙ. Τὰ εἰσιτήρια θὰ ἀριθμοῦνται κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε νὰ σχηματίζουν δύο διαφορετικὰς σειρὰς καὶ θὰ περιλαμβάνουν τὰς στήλας τὰς ἀπαιτουμένας ἀπὸ τοὺς σχετικοὺς κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας εἰς τὰς δύο Χώρας.

κ) Εἶναι ἀναγκαῖον ὅπως ἡ ἐπιχείρησις ἑκάστης Χώρας ἀποδεικνύῃ ὅτι συνεφώνησε κατ' ἀρχὴν μετ' ἐπιχειρήσεως τῆς ἄλλης Χώρας εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ, τὰ τιμολόγια, τὴν πώλησιν εἰσιτηρίων καὶ τὴν προσφορὰν τεχνικῆς βοηθείας διὰ τὸ τμῆμα τῆς διαδρομῆς τὸ πραγματοποιούμενον εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης Χώρας.

5. Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅτι τὰ κέρδη τῶν ἐπιχειρήσεων αἵτινες θὰ ἐκμεταλλευθοῦν τὴν τακτικὴν γραμμὴν θὰ φορολογοῦνται εἰς τὴν Χώραν τῆς κατοικίας των.

6. Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἀπεδέχθη ἐπίσης ὅτι αἱ χορηγηθησόμεναι ἄδειαι λειτουργίας τῆς τακτικῆς γραμμῆς δύνανται νὰ ἀνακληθοῦν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 14 τῆς Συμφωνίας ὡς καὶ λόγῳ σοβαρᾶς παραβιάσεως τῶν θεμελιωδῶν διατάξεων καὶ ἀρχῶν τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος Πρακτικοῦ.

7. Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως εἰσηγηθοῦν εἰς τὰς Κυβερνήσεις των τὴν μελέτην μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν τῆς διελεύσεως τῆς μεθοριακῆς γραμμῆς ὑπὸ πεζῶν ταξιδιωτῶν εἰς τὸ μεταξὺ Κήπων καὶ IPSALA σημεῖον.

8. Ἀπεφασίσθη ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Πρακτικοῦ δέον ὅπως ἐφαρμοσθοῦν κατὰ τρόπον ὥστε νὰ μὴ δημιουργηθῇ μονοπώλιον πρὸς ὄφελος μιᾶς μόνης τουρκικῆς ἐπιχειρήσεως μεταφορῶν, ἐπιτρέπον οὕτω διακριτικὴν μεταχείρισιν εἰς βάρος ἑτέρων ἐπιχειρήσεων δυναμένων ὅπως συμμετάσχουν εἰς τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς τακτικῆς γραμμῆς ἐντὸς τῶν καθορισθησομένων ὁρίων συχνότητος.

9. Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι ὁ μεταφορεὺς ὅστις θὰ ἐκμεταλλευθῇ τὴν εἰρημένην τακτικὴν γραμμὴν θὰ εἶναι ἐπὶ τοῦ παρόντος ἀπὸ ἑλληνικῆς πλευρᾶς ὁ Ο.Σ.Ε.

Περαιτέρω ἐξέφρασε τὴν γνώμην ὅτι ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὑπαρχούσης κινήσεως ταξιδιωτῶν, ἡ συχνότης τῶν ὡραρίων δὲν θὰ ἔδει ὅπως ὑπερβῇ τὰ δύο ταξίδια ἑβδομαδιαίως ἐξ ἑκάστης πλευρᾶς.

10. Ἡ Τουρκικὴ Ἀνιπροσωπεία ἐδήλωσε, ἀντιθέτως, ὅτι ἀφ' οὗ μελετήσῃ τὴν ἀποδοτικότητα καὶ τὸ δυναμικὸν τῆς τακτικῆς γραμμῆς ἡ ἁρμοδία τουρκικὴ ἀρχὴ θὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἑλληνικὴν ἀρχὴν τὴν ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν συχνοτήτων γνώμην της.

11. Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐκφράζουσα τὴν γνώμην ὅτι ἡ ἀποτελεσματικὴ λειτουργία τῶν διεθνῶν τακτικῶν γραμμῶν λεωφορείων ἐξαρτᾶται κατὰ μέγα μέρος ἐκ τῆς στενῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν μεταφορέων τῶν δύο Μερῶν, πιστεύει ὅτι ἡ συνεργασία ἡ ἀναφερομένη εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον 4κ, δέον ὅπως λάβῃ χώραν μεταξὺ τῶν τουρκικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ τοῦ Ο.Σ.Ε.

12. Τὸ παρὸν Πρακτικὸν θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι μετὰ τὴν ἐπικύρωσίν του συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους. Θὰ ἰσχύσῃ διὰ περίοδον δύο ἐτῶν, ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεώς της ἐν ἰσχύι καὶ θὰ ἀνανεωθῇ σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, ἐκτὸς ἐὰν ἤθελε καταγγελθῇ ὑφ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διὰ διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μετὰ προειδοποίησιν τριῶν μηνῶν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς του.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Μαρτίου 1973 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίγραφα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐγκύρων.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν
Ν. Α. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

Ἀρχηγὸς τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

Διὰ τὴν Τουρκικὴν Κυβέρνησιν
M. ÖZKAN
Ἀρχηγὸς τῆς Τουρκικῆς Ἀντιπροσωπείας

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ